

Le Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP)

Résumé descriptif de la certification **Code RNCP : 22338**

Intitulé

MASTER : MASTER Droit, économie, gestion ; Mention Administration publique

AUTORITÉ RESPONSABLE DE LA CERTIFICATION	QUALITÉ DU(ES) SIGNATAIRE(S) DE LA CERTIFICATION
Université de Perpignan Via Domitia, Ministère chargé de l'enseignement supérieur	Président de l'Université de Perpignan, Recteur de l'Académie de Montpellier

Niveau et/ou domaine d'activité

I (Nomenclature de 1967)

7 (Nomenclature Europe)

Convention(s) :

Code(s) NSF :

128 Droit, sciences politiques, 324 Secrétariat, bureautique

Formacode(s) :

13218 droit administratif, 13027 politique publique, 32018 qualité administrative

Résumé du référentiel d'emploi ou éléments de compétence acquis

- Spécialité Droit et transformations de l'action publique
 - Effectuer la gestion de contentieux fiscaux, bancaires, prud'homaux, ...
 - Présider ou participer à des jurys d'examen, de mémoires, de thèses, de recrutement, ...
 - Concevoir et faire évoluer des outils pédagogiques, tests, programmes, modules, plans de formation, ...
 - Enseigner une discipline : droit, économie, sciences politiques
 - Représenter des clients et défendre leurs intérêts auprès de l'administration fiscale, des tribunaux ...
 - Conseiller une entreprise dans le cadre législatif (optimisation des règles fiscales...) Conseiller une entreprise dans le cadre législatif (optimisation des règles fiscales...)
 - Superviser et réaliser des travaux de recherche et présenter les résultats
 - Rédiger des actes juridiques et accomplir des démarches auprès d'organismes publics ou privés pour le compte de clients
 - Veiller au respect de la loi Informatique et Libertés dans l'entreprise, gérer la liste des traitements de données à caractère personnel, faire l'interface avec la CNIL
 - Accomplir des actes de procédure (rédaction des assignations, transmission des conclusions, remise du dossier du juge, ...)
 - Constituer des dossiers de plaidoirie (recueil des pièces, consultation de la jurisprudence, rédaction des conclusions, ...)
 - Réaliser une veille technique (actualité légale, jurisprudentielle, ...) et informer les collaborateurs de l'évolution des textes
 - Renseigner sur la procédure de mise en demeure, d'assignation en justice, de conciliation adaptée à la résolution du litige
 - Informé et conseiller les clients, les collaborateurs sur des questions d'ordre juridique
 - Capacité d'analyse d'un texte ou d'un problème juridique donné (décryptage, sélection, hiérarchisation de l'information, délimitation du champ et de la nature du problème)
 - Identification des ressources juridiques utiles (bibliographie, webographie, lieux documentaires)
 - Aptitude à proposer ou construire des solutions de droit adaptées
 - Connaissance des principaux modèles de réponse opérationnelle en matière d'action publique
 - Capacité à procéduraliser cette réponse dans un contexte de démocratie participative locale (information, concertation, évaluation)
 - Capacité à construire un projet global incluant dispositif légal, action opérationnelle et procédure évaluative
 - Gérer la spécificité des systèmes juridiques
 - Appréhender une question juridique ou politique, proposer une réponse argumentée, synthétiser les éléments de réponse et mettre en forme, élaborer des hypothèses de recherche
 - Mettre en œuvre les techniques et savoirs associés dans un contexte professionnel
 - Lire et comprendre les documents budgétaires et comptables, participer à l'élaboration du budget, analyser les coûts
 - Gérer des institutions publiques
 - Parler la langue anglaise juridique
- Compétences :**
- Droit administratif
 - Outils de la formation à distance
 - Utilisation d'outils bureautiques (traitement de texte, tableur)
 - Sciences économiques et sociales
 - Réglementation du contentieux
 - Procédures de rédaction d'actes juridiques
 - Législation sociale
 - Législation de la formation continue

Gestion budgétaire
Finances publiques
Droit public
Droit économique
Droit constitutionnel
Sciences politiques

Secteurs d'activité ou types d'emplois accessibles par le détenteur de ce diplôme, ce titre ou ce certificat

Administration publique
Professions juridiques
Armée et police
Carrière universitaire ou de chercheurs pour des étudiants voulant se spécialiser dans le domaine du droit public, les métiers des services publics ou du conseil juridique (avocat, juriste), tout en préparant aux concours administratifs de catégorie A.

- Concours de catégorie A et A' de la fonction publique de l'Etat, des établissements publics ainsi que de leurs collectivités (administrateurs, attachés, rédacteurs)
- Collaborateurs d'élus (directeurs de cabinet, collaborateurs de cabinet, attachés parlementaires)
- Cadres contractuels des collectivités territoriales (directeur général des services, directeur ou chef de service, chargé de mission ou d'études dans les domaines de la culture, de la coopération transfrontalière, des services de développement économique, des marchés publics, des services juridiques, de la politique de la ville, etc.)
- Contractuels dans les cabinets prestataires des collectivités territoriales et des organismes délégués (SEM, EPA, EPIC, entreprises publiques, bureaux d'études) pour du conseil juridique, du conseil en management public local, de l'ingénierie contractuelle, du montage et de la gestion de projet, etc.
- Examen du barreau (avocat spécialisé en droit public)
- Attaché d'administration
- Secrétaire administratif
- Enseignant - Chercheur
- Avocat (accessible après examen d'entrée et formation en école spécialisée)
 - Attaché / Attachée temporaire d'enseignement et de recherche -ATER-
 - Chargé / Chargée de cours
 - Chargé / Chargée d'enseignement du supérieur
 - Responsable de service juridique
 - Responsable de service contentieux et recouvrement
 - Juriste international / internationale
 - Juriste en droit de l'environnement
 - Expert / Experte juridique
 - Directeur / Directrice juridique
 - Chef de service juridique
 - Chef de service contentieux

Codes des fiches ROME les plus proches :

Modalités d'accès à cette certification

Descriptif des composantes de la certification :

Semestre 1

UE1- Cadre juridique et politique de l'action publique

Contentieux constitutionnel, l'action publique et le juge constitutionnel
Droit public des affaires - L'action publique et le marché
Politiques publiques - les structures politiques de l'action publique

UE2 - Fondements socio-historiques de l'action publique

Contentieux de l'Union Européenne - Les transformations juridictionnelles
2 sur 3 au choix :

- Sociologie juridique de l'action publique
- Histoire de l'administration publique
- Histoire des idées politiques

UE3 - Méthodes et langues

Langue vivante au choix : Anglais ou Espagnol
Note de synthèse

Semestre 2

UE1 - Le système juridique de l'action publique

Contentieux administratif. L'action publique et le juge administratif
Droits fondamentaux de la personne - L'individu et l'action publique
Droit des contrats publics - La contractualisation de l'action publique

UE2 - Les contenus de l'action publique

Droit matériel de l'Union Européenne - Les transformations matérielles
2 sur 3 au choix :
Politiques publiques de sécurité
Droit de la concurrence - Aspects institutionnel et matériel
Philosophie de la Justice

UE3 - Culture et langues

Langue vivante au choix : Anglais ou Espagnol
Culture générale

Semestre 3

UE1- Outils méthodologiques

Méthodes des sciences sociales
Méthode bibliographique et ouvrages juridiques fondamentaux
Epistémologie du droit

UE2 - Approches théorique et pratique de l'action publique

1 option au choix :

Option recherche :

Théorie constitutionnelle
Science administrative
1 matière au choix parmi 5:
Action publique et démocratie
Action publique et évaluation des politiques publiques
Action publique et réformes de l'Etat
Action publique et gouvernance locale
Action publique et responsabilité

Option professionnelle :

1 matière au choix parmi 2 :
Théorie constitutionnelle
Science administrative
3 matières au choix parmi 5 :
Action publique et démocratie
Action publique et évaluation des politiques publiques
Action publique et réformes de l'Etat
Action publique et gouvernance locale
Action publique et responsabilité

UE3 - Langues et pluridisciplinarité

1 langue au choix :
Anglais juridique ou Espagnol juridique
Urbanisme et environnement durable

Semestre 4

UE1- Outils scientifiques

Epreuve sur manifestations scientifiques et séminaires
Manifestations scientifiques du CDED
Six séminaires
Préparation au C2i niveau 2 Métiers du droit

UE2- Approche européenne de l'action publique

Politiques publiques transfrontières
Evolution of United Kingdom public law (en anglais)
Organizaciòn pública en España (en espagnol)

UE3- Rédaction et soutenance des travaux devant un jury

Mémoire de recherche et soutenance

ou

Projet Professionnel Partenaires-Université et soutenance

Validité des composantes acquises : 5 an(s)

CONDITIONS D'INSCRIPTION À LA CERTIFICATION	OU	NON	COMPOSITION DES JURYS
Après un parcours de formation sous statut d'élève ou d'étudiant	X		Oui
En contrat d'apprentissage		X	
Après un parcours de formation continue	X		Oui
En contrat de professionnalisation	X		Oui
Par candidature individuelle	X		Oui
Par expérience dispositif VAE prévu en 2002	X		Jury VAE composé d'une majorité d'enseignants chercheurs

	OUI	NON
Accessible en Nouvelle Calédonie		X
Accessible en Polynésie Française		X

LIENS AVEC D'AUTRES CERTIFICATIONS

ACCORDS EUROPÉENS OU INTERNATIONAUX

Base légale

Référence du décret général :

Arrêté du 25 avril 2002

Référence arrêté création (ou date 1er arrêté enregistrement) :

Renouvellement Arrêté du 19 juin 2015

Référence du décret et/ou arrêté VAE :

Décret n°2002-615 du 26 avril 2002 relatif à la validation des acquis de l'expérience pour la délivrance d'une certification professionnelle

Références autres :

Pour plus d'informations

Statistiques :

Autres sources d'information :

Lieu(x) de certification :

Lieu(x) de préparation à la certification déclarés par l'organisme certificateur :

Historique de la certification :